

## DÉCLARATION

### **MANIPULATION DES ÉLÈVES DANS LA VILLE DE KARA LORS DU DEUXIÈME CONGRÈS STATUTAIRE DU PARTI UNIR, LES OSC EXPRIMENT LEUR PROFONDE INDIGNATION ET CONDAMNENT AVEC LA PLUS GRANDE FERMETÉ CETTE DÉRIVE HAUTEMENT RÉPRÉHENSIBLE**

Ce 26 février 2024 s'est ouvert à Kara, ville située à environ 430 km au nord de Lomé, le deuxième congrès statutaire du parti politique Union pour la République (UNIR), parti au pouvoir.

Tôt dans la matinée, alors que le monde éducatif devait reprendre les salles de classes à cette même date après une courte période de détente, il est ahurissant et sidérant de constater que toutes activités cessantes, plusieurs établissements scolaires des secteurs publics, privés comme confessionnels sont restés fermés.

Plus hallucinant et attristant fût de voir, dans les rues de la ville, sur la cour et l'esplanade du Palais des Congrès de Kara, des groupes d'élèves arborant T-shirts, casquettes et pancartes à l'effigie du parti UNIR sur pantalons et jupes kaki, en violation du caractère apolitique de l'école et de l'article 36 de la Constitution togolaise qui dispose que « L'État protège la jeunesse contre toute forme d'exploitation ou de manipulation ».

Les organisations de la société civile expriment leur profonde indignation et condamnent avec la plus grande fermeté cette dérive hautement répréhensible qui consiste à utiliser et à manipuler les élèves et les institutions scolaires éducatives à des fins partisans et politiques. Les organisations de la société civile réproouvent et dénoncent une pratique surannée et d'une autre époque qui compromet gravement l'intégrité de notre système éducatif et des apprenants d'une part, en même temps qu'elle porte atteinte à la dignité des élèves d'autre part.

Ces méthodes actualisées de l'époque du « Parti-État » sont la preuve que le pouvoir togolais est resté imperméable aux principes démocratiques, d'État de droit et de droit de l'homme. La pratique est restée constante avec le culte de personnalité du leader du parti qui n'a pour vision que de tirer l'attention de toute la population sur sa personne, en bloquant toutes les activités économiques et scolaires juste pour en tirer une gloire charnelle. Les élèves qu'on chante dans les discours populistes être la « *relève de demain* » sont privés du savoir pour être exposés au soleil, pendant que les jouisseurs sont sous climatisation.

Au même moment, les enseignants militants de l'opposition sont traqués, frappés de licenciements abusifs et d'affectations punitives en violation de leurs droits à la liberté d'opinion et d'expression.

Les organisations de la société civile en appellent à la fermeté du Président de la République Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé et de son Ministre des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, Monsieur Komla Dodzi Kokoroko, vis-à-vis des responsables de tels comportements graves, afin de préserver notre système éducatif d'une telle déchéance, à moins d'en être des complices et des commanditaires.

Enfin pour les organisations de la société civile, ce comportement antirépublicain est l'un des signes visibles de l'impopularité du parti au pouvoir, la preuve palpable, réelle et irréfutable

**MOUVEMENTS ET ASSOCIATIONS**  
**ALCADES – ASVITTO – GAGL – GCD – GLOB – FDP– LCT – LTDH – MCM – MJS – SEET**

de la grande panique qui s'est emparée de ce régime depuis que les forces de l'opposition démocratique ont décidé, vaille que vaille, de participer aux prochaines élections législatives et régionales.

En réalisant avec satisfaction que les populations de Kara ont unanimement regretté ces pratiques rétrogrades, les organisations de la société civile invitent l'opposition à constater que la stratégie de bétail électoral dont a joui le « *Parti-État* » pendant des années ne marchera plus et que le terrain est désormais accessible à tous.

*Fait à Lomé, le 26 février 2024,*

**Ont signé,**

M. Daguerre K. AGBEMADOKPONOU (ALCADES)

M. Monzolouwè B. E. ATCHOLI KAO (ASVITTO)

M. Christophe Komlan TETE (GAGL)

M. Bassirou TRAORE (GCD)

M. Koffi DANTSEY (GLOB)

M. Poro EGBOHOU (FDP)

Dr Emmanuel H. SOGADJI (LCT)

Me Célestin Kokouvi G. AGBOGAN (LTDH)

Me Raphaël N. KPANDE-ADZARE (MCM)

M. Issaou SATCHIBOU (MJS)

M. Bertin BANDIANGOU (SEET)